

ACTING FOR LIFE

CASTANO Johanne,
LIONNET Laura,
TOUQUET Cédric

Mesure de l'insertion et enseignements sur les stratégies des jeunes

Retour sur l'insertion de jeunes formé-e-s dans le cadre d'un projet de formation professionnelle aux métiers de la pierre

Avant ! Pendant ! Après ! Tels sont les 3 moments clefs d'un projet de développement. Rapportés à la thématique de la formation et de l'insertion professionnelle, ces 3 temps deviennent synonymes de phase 1 : identification/diagnostic (identification des besoins du marché pour assurer une insertion professionnelle des apprenant·e-s et identification des besoins des jeunes), phase 2 : Formations, et enfin phase 3 : insertion des sortant·e-s. Dans cet enchaînement logique, la pertinence de la formation professionnelle tend à être appréciée au regard des résultats mesurés de l'insertion, comme s'il y avait une continuité directe, de cause (formation/compétences) à effet (insertion), indépendante des opportunités socioéconomiques locales, de l'existence et de la qualité des dispositifs d'appui post-formation, et des stratégies des acteurs principaux : les jeunes.

D'une façon générale, ces phases ne s'enchaînent pas de manière aussi distinctes et la dimension de « parcours », inhérente à la définition de l'insertion, amène à remettre la formation professionnelle à sa place, à savoir un élément important, mais un élément seulement, d'un parcours d'insertion plus complexe¹. Rapportées à un contexte socio-économique rural ouest-africain notamment malien, le caractère successif de ces phases est d'autant moins pertinente. Comme nous l'avons montré dans le cadre d'une note publiée en mai 2017, la phase de formation est également une phase d'emplois permettant potentiellement de construire un réseau professionnel et s'apparentant à ce que nous avons qualifié d'*alternance informelle*². Le processus d'insertion y était ainsi bien engagé dès la phase de formation.

À travers cette présente note, nous voudrions nous attarder sur la phase post-formation de ce processus, c'est-à-dire celle retraçant les parcours d'insertion des jeunes sorti·e-s de formation. Cette insertion économique se mesure le plus souvent par le taux d'employabilité et le niveau de revenus des bénéficiaires de la formation.

Toutefois, sur la base de données qualitatives récoltées périodiquement, nous verrons que ce temps de l'insertion est complexe et ne peut en aucun cas être limité à la mesure du nombre d'emplois durables occupés. Essayer d'évaluer l'insertion socio-économique de jeunes sorti·e-s de formation nécessite d'apporter des éléments de réponse à de nombreuses questions : Sur quelle base doit-on considérer le niveau de revenus ? Une base journalière, mensuelle ? Est-ce que le travail gratuit doit être pris en considération ? Est-ce que les emplois trouvés dans un autre secteur autre que celui de la formation reçue doivent être intégrés dans l'analyse... ?

1. Cf « Améliorer la mesure et le suivi de l'insertion des jeunes suite à des actions de formation dans les pays en développement », 2016, article collectif des ONG IECD, Acting for Life, Essor, GRET, les Apprentis d'Auteuil. Et « L'insertion des jeunes en Afrique subsaharienne : De quoi parle-t-on ? », GRET, 2013

2. L'alternance informelle désigne une situation d'alternance entre la formation en centre et des activités de chantiers identifiés de manière informelle par les élèves pendant leur scolarité mais non prévues par le cadre de formation dans lequel ils sont inscrit. Les systèmes de formation duale relèvent de l'alternance formelle, c'est-à-dire prévue par le cadre institutionnel de formation. <http://www.inter-reseaux.org/ressources/article/la-specificite-de-l-alternance>

Dans un premier temps, après avoir présenté succinctement le Projet d'Appui aux Métiers de la Pierre et le dispositif de suivi d'insertion mis en place, nous poserons les quelques indicateurs permettant de quantifier les résultats du projet en terme d'insertion. Dans un second temps, à travers une analyse plus qualitative ciblée notamment sur la cohorte d'élève pour laquelle nous avons le plus de recul, à savoir les jeunes titulaires du BT, nous verrons comment il est possible d'apporter une lecture plus complexe et en adéquation avec certaines réalités de l'environnement socio-économique avec lequel les jeunes bénéficiaires de la formation composent pour pouvoir s'insérer.

En guise de conclusion, nous montrerons comment cette stratégie de diversification et de multiplication des compétences et donc des sources de revenus renvoie à un véritable ethos synonyme de résilience face à un environnement socio-économique précaire dominé par l'informalité et l'absence de filets sociaux.

Le PAMP : de la formation couplant diplômante et qualifiante à un dispositif de suivi-insertion

En septembre 2013, Acting For Life avec l'appui financier de son partenaire historique, Air France, a lancé, pour une période de deux ans, le Projet de Formation aux Métiers de la Pierre (PFMP) dans la région de Mopti, cercle de Bandiagara au Mali. Ce projet a permis d'offrir à 50 élèves titulaires du Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) du cercle de Bandiagara non orienté-e-s après le DEF³ une formation à la fois diplômante au CAP maçonnerie et d'initiation aux métiers de la pierre. En 2015, suite à un accord de financement de l'Agence Française de Développement (AFD), le PFMP est devenu le Projet d'Appui aux Métiers de la Pierre (PAMP). Le PAMP a notamment permis d'étendre l'offre de formation à une nouvelle promotion de 50 élèves en CAP maçonnerie tout en finançant pour les 26 meilleur-e-s élèves de la promotion 2013-2015 une poursuite en Brevet de Technicien bâtiment complété d'un programme modulaire complet qualifiant aux métiers de la pierre.

Parmi les spécificités du projet PAMP telles que l'association entre formation diplômante et qualifiante ou encore la pratique sur plateau technique et chantier-école⁴, il y avait la mise en place d'un dispositif de suivi de la formation et de l'insertion. Le temps de suivi de la formation a permis de révéler à quel point ce temps était également un temps d'insertion amorcé à travers les recherches d'emplois durant les week-ends et les congés.

Le temps d'insertion sur lequel nous nous attardons ici qualifie une situation où les élèves ne sont plus en *alternance informelle*. Ils ne combinent plus un temps de formation et d'insertion sur une même filière, en l'occurrence, ici, la filière maçonnerie.

En tout 100 jeunes ont été suivi-e-s pendant au moins une année après leur formation. De septembre 2017 à décembre 2018 ce sont 67 ancien-nes élèves (45 sortant de CAP et 22 de BT) qui ont été suivis, hors formation, pendant 9 mois. Les données étaient actualisées tous les 3 mois. Ce sont donc en tout plus de 200 entretiens, à distance pour la plupart, qui ont été réalisés. Ceux-ci consistaient à renseigner les emplois occupés durant le trimestre, les événements socio-professionnels (comme par exemple des stages ou des compléments de formation) et personnels (mariage, décès de proches...) pouvant impacter la recherche d'emplois des élèves.

Une insertion professionnelle réussie est-elle synonyme d'obtention d'un emploi durable ?

La pertinence et l'efficacité d'un projet de formation professionnelle et insertion professionnelle sont souvent évaluées à la mesure du nombre d'emplois durables⁵ obtenus par les bénéficiaires de la formation. L'emploi durable est communément défini par opposition «aux emplois de courte durée, à temps partiel ou saisonniers faiblement rémunérés (sous-emploi), et aux postes d'apprentis ou de stagiaires; pour reprendre les définitions utilisées en Europe, nous parlons d'emplois d'au minimum 6 mois, rémunérés au moins à 90% du salaire minimum

3. Au Mali, le Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) sanctionne la fin du second cycle. Il correspond au Brevet des Collèges dans le système scolaire français. Le choix de travailler sur ce public cible était également stratégique. En effet, de niveau scolaire trop élevé pour être ciblés par de nombreux appels à projet, et insuffisant pour s'insérer durablement sur le marché du travail, ces jeunes titulaires du DEF non orientés se trouvent dans une situation extrêmement précaire, contraints d'intégrer le secteur informel sans maîtriser les règles de la «débrouillardise» développées par ceux y travaillaient depuis longtemps.

4. Les apprenants sont formés à la pratique au sein de l'école sur «plateau technique» mais également à travers le pavage et l'assainissement d'une rue située au cœur du centre historique de Bandiagara. Le choix de ce dispositif relevait d'une volonté de renforcer les approches de type Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) en les articulant avec une offre de formation diplômante et qualifiante. Pour plus d'information à ce sujet, il convient de se reporter à la note rédigée (https://acting-for-life.org/app/uploads/WEB-Policy-Brief-AFL-Chantier-ecole_vf.pdf)

5. Nous entendons ici autant l'emploi que l'auto-emploi lié à des démarches entrepreneuriales

interprofessionnel de croissance (Smic) défini dans les pays, d'emplois de titulaires dans la fonction publique ou de créations d'entreprises ou de reprise d'activités/exploitations/entreprises. » (Rapport IRAM, 2015 :6).

Toutefois, dans un environnement socio-économique où le secteur formel est compris entre 5 et 10% de l'activité économique globale, les notions de SMIC, de contrats de travail, d'emplois de minimum 6 mois ne s'appliquent qu'à un secteur économique limité. Ce paramètre explique certainement en partie pourquoi l'insertion renvoie souvent à des indicateurs plus que flous⁶.

De plus, l'évaluation de l'insertion est le plus souvent réalisée à un instant « T »⁷ qui peut masquer ou au contraire enjoliver une « situation » d'insertion. Un système de suivi « continu » permet de limiter ces écueils et de mieux prendre en compte les parcours.

Dans le cadre du PAMP, le suivi continu des parcours des élèves nous a permis de dégager 5 grands constats :

1er CONSTAT. *La mobilité est une stratégie importante pour accéder à des marchés d'emplois. Ainsi, sur 67 jeunes, plus de la moitié sont partis de leur commune dont 12 élèves hors de la région de Mopti (régions de Bamako, Koulikoro et Sikasso) et 2 en dehors du Mali (Côte d'Ivoire).*

2ème CONSTAT. *Au niveau de la région de Mopti, la rémunération moyenne dans le secteur du bâtiment était de 1500Fcfa/jour en tant que manœuvre, 2000Fcfa/jour en tant qu'aide-maçon et 3000Fcfa/jour en tant que maçon. Au niveau de la région de Bamako, un manœuvre était payé 3ème CONSTAT. La quasi-totalité des emplois se font sans contrat écrit, sans cotisations (INPS/retraite...) et sur la base d'un forfait journalier ; 2500Fcfa.jour, un aide-maçon 3000Fcfa/jour et un maçon à 5 000Fcfa/jour.*

3ème CONSTAT. *La quasi-totalité des emplois se font sans contrat écrit, sans cotisations (INPS/retraite...) et sur la base d'un forfait journalier*

4ème CONSTAT. *Le gain cumulé mensuel moyen est de 100 000 Fcfa.*

5ème CONSTAT. *Au mois de décembre 2018 soit un an et demi après être sortis de formation (CAP et BT) 24 jeunes travaillaient à temps plein dans la maçonnerie soit une moyenne de 20 jours/mois et 9 jeunes travaillaient de manière occasionnelle soit entre 8 et 10 jours.*

Le 4^{ème} et le 5^{ème} constat semblent renseigner l'objectif d'insertion à travers l'obtention d'emplois durables. Les revenus moyens représentent plus du double du SMIC malien (40 000Fcfa) et les emplois sont au moins pour 24 jeunes « à plein temps ». Cependant, la systématisation de ces 2 constats s'oppose au 3^{ème} constat rappelant que la quasi-totalité des emplois occupés le sont sans aucune contractualisation écrite. Et la grille des rémunérations du constat 2 rappelle que le paiement se fait principalement à la journée et non sur la base d'un salaire mensuel.

Ainsi, ces données consolidées quantitatives ne permettent pas de révéler certaines particularités propres aux pratiques et aux règles de l'insertion sur le marché du travail au Mali et plus spécifiquement en milieu rural. Comme le rappelle Weyer, « les approches habituellement privilégiées [pour mesurer l'insertion] sont en effet fondées sur des outils qui se révèlent peu adaptés pour l'analyse de contextes où le marché du travail est largement informel et où de nombreuses activités productives ne sont pas rémunérées en espèces » (Weyer : 188, 2011).

Ainsi, et afin de mieux saisir les logiques à l'œuvre derrière ces données chiffrées, un suivi qualitatif et rapproché a été mené auprès des élèves ayant obtenu leur BT⁸. C'est à partir de ces données que nous allons pouvoir proposer une analyse plus complexe des parcours d'insertion des élèves.

6. À titre d'exemple, le projet d'accompagnement de 310 jeunes pendant 2 ans au Bénin par SwissContact donne comme résultat 15 salariés et 85% en auto-emploi sans que cette notion d'auto-emploi soit clairement défini (« Activité génératrice de revenus », « entreprise formelle », « pluriactivité » etc) et sans que le taux de survie des entreprises soient connues (Rapport IRAM, 2015:37).

7. Généralement liée à un financement et à une durée de programme qui ne permettent pas toujours une phase post-formation, ces évaluations à un instant à un instant T interviennent le plus souvent dans un délai de 3 ou 6 mois, parfois à un an après la formation mais rarement plus.

8. Cette cohorte était intéressante à suivre car c'est celle pour laquelle nous disposons de la profondeur temporelle la plus importante (2 ans de formation en CAP, 2 ans de formation en BT et une année post-formation projet). Sur les 20 élèves ayant obtenu leurs diplômes, le suivi a été rendu possible auprès de 19 élèves. Les données présentées couvrent la période de juillet 2018 à janvier 2019.

Parcours d'insertion : des stratégies qui se dessinent

Une mobilité commune mais couplée à la recherche de chantier

Au-delà de la moyenne du taux d'employabilité et du niveau de revenus, il existe d'importantes disparités entre les apprenant-e-s sur lesquelles il convient de revenir pour mieux cerner certaines normes pratiques et les stratégies développées par les jeunes à partir de ces normes.

À ce titre, le parcours de Seydou S (cf ci-dessous) est intéressant à analyser pour 2 raisons principales. D'une part, il est l'apprenant ayant gagné le plus d'argent en exerçant son métier de maçon. En 17 mois, il a gagné 1 345 000 Fcfa. D'autre part, après avoir travaillé à la journée auprès de différents donneurs d'ordre, il a fini par obtenir un contrat de travail mensuel pour un salaire de 150 000 Fcfa. Il est l'un des seuls à pouvoir rentrer dans la catégorie des emplois durables. Et encore, comme le montre la diversité des expériences, il est très compliqué, même dans son cas, de proposer un revenu mensuel étant donné que la majorité des paiements se font à la journée.

Parcours d'insertion de Seydou. S

| Période | localisation et Type de chantier | Prospection | Poste | Durée | Rémunération | Montant Total |
|-----------------------------|---|---|------------------|----------------|--------------------|---------------|
| Août/septembre 2017 | Bamako/soubassement et élévation de maison à usage d'habitation | Connaissance à travers le grand frère qui tient une cafétéria. Le maçon fréquentait la cafétéria. Les présentations ont été faites par mon grand frère qui m'a présenté comme un sortant de BT en maçonnerie. | Maçon | 18 jours | 5000 Fcfa/jour | 90 000 Fcfa |
| Courant septembre 2017 | Bamako/ construction de maison à usage d'habitation | idem, ci-dessus, intermédiation du grand frère. | Maçon | 20 jours | 5000 Fcfa/jour | 100 000 Fcfa |
| Fin septembre-décembre 2017 | Bamako/ construction de maison à usage d'habitation | idem, ci-dessus, intermédiation du grand frère. | Maçon | 32 jours | 5000 Fcfa/jour | 160 000 Fcfa |
| | Bamako/ construction de maison à usage d'habitation | Maçon, connu à travers un de mes parents qui confectionne des briques en ciment. | Maçon | 11 jours | 5000 Fcfa/jour | 55 000 Fcfa |
| | Bamako/ construction de maison à usage d'habitation | Un ami du cousin à qui j'avais confié le soin de me trouver un emploi l'emploi auprès d'un entrepreneur afin de valoriser mon niveau d'expériences du BT. | Maçon | 5 jours | 5000 Fcfa/jour | 25 000 Fcfa |
| Janvier 2018 | Bamako/ construction de maison à usage d'habitation | À travers un jeune originaire du même village que moi qui m'a mis en relation avec le chef maçon pour lequel il travaillait. | Maçon | 9 jours | 5000 Fcfa/jour | 45 000 Fcfa |
| Février 2018 | Bamako/ construction de maison à usage d'habitation | Poursuite de l'activité avec le même employeur que ci-dessus. | Maçon | 9 jours | 5000 Fcfa/jour | 45 000 Fcfa |
| Mars 2018 | Bla/ construction d'un barrage | Cousin (manœuvre) m'a mis en relation avec son employeur | chef de chantier | base mensuelle | 100 000 Fcfa/ mois | 100 000 Fcfa |
| Avril à mai 2018 | Bla/ construction d'un barrage | Poursuite de l'activité avec le même employeur que ci-dessus. | chef de chantier | base mensuelle | 100 000 Fcfa/ mois | 300 000 Fcfa |
| Octobre à décembre 2018 | Koulikoro, maison d'arrêt | Poursuite de l'activité avec le même employeur que ci-dessus. | chef de chantier | base mensuelle | 150 000 Fcfa/ mois | 450.000 Fcfa |

Le cas de Seydou est emblématique en ce sens où nous retrouvons 3 paramètres importants permettant d'expliquer le taux d'employabilité et de revenus.

Tout d'abord, les expériences d'insertions professionnelles de Seydou se sont faites dès le temps de la formation à travers des expériences d'alternance informelle. Ensuite, il va composer avec son réseau de connaissance pour accroître ses opportunités d'emplois. Il s'appuie sur son grand frère, puis sur un parent, sur un cousin germain, sur un neveu et enfin sur une connaissance originaire du même village qui lui fera, au final obtenir son emploi *durable*. La détention d'un diplôme de BT maçonnerie lui facilitera l'obtention de tous ces emplois, le diplôme restant un passeport pour l'emploi⁹. Enfin, troisième et dernier élément important, Seydou, dès la fin de sa formation, s'est rendu à Bamako pour trouver du travail.

9. Compte-tenu de la faible qualité de l'enseignement technique diplomant, les politiques publiques et institutions de formation professionnelle et d'emploi privilégient les certificats professionnels et les formations courtes «aux métiers» qui font l'objet de concertation avec les professionnels de ces métiers. Il n'en demeure pas moins que pour les employeurs, les diplômes de BT et de CAP restent la référence importante mais pas suffisante, et privilégiés par rapport à des CQP ou BQP méconnus.

Même si le projet PAMP, dans sa conception, faisait le lien entre les ressources et potentialités d'un territoire et une formation, la mobilité n'en demeure pas moins une stratégie fondamentale pour construire son parcours d'insertion et le réussir. Et cette stratégie est relativement cohérente au regard du facteur de « *primauté urbaine* »¹⁰ caractéristique de l'Afrique de l'Ouest en général et du Mali en particulier.

C'est pour répondre à ces stratégies que le projet a mis en place des bourses d'aide à la mobilité pour les élèves sortis de formation. Après une analyse du projet présenté par les bénéficiaires (cf, tableau ci-dessous), une aide financière leur était accordée pour faciliter leurs déplacements. Il est d'ailleurs intéressant de noter, qu'à défaut d'un système d'information fiable sur les perspectives d'emploi, c'est encore le réseau d'interconnaissance qui sert de point d'ancrage pour développer sa stratégie de recherche d'emploi.

10. La primauté urbaine (urban primacy) se caractérise par la concentration des facteurs de développement économique dans un nombre limité de ville voire dans une seule.

| Initiale et niveau de formation | Date de départ et destination | justification départ | Activités/emplois réalisés |
|---------------------------------|-------------------------------|---|---|
| A.D (CAP) | 11/18 Goundaka- Tangadouba | À travers infos d'un ami; sur mes quêtes antécédentes. | Pavage de radiés en pierre. |
| O.G (CAP) | 11/18 Goundaka- Tangadouba. | Appelé par un ami | |
| O.D (BT) | 11/2018 | À travers un promotionnaire. | |
| S.S (BT) | Septembre 2018. | À travers un cousin | Maçonnerie |
| S.G (BT) | Bko. 09/2018 | Comme le voisin du village qui est gardien à Bko, j'ai décidé de le rejoindre. Actuellement je loge chez lui | Construction de maison à usage d'habitation depuis plus de 20 jours. |
| L.G (BT) | Ouagadougou. 05/2018 | Mon grand frère, technicien de bâtiment. | Carrelage de maisons |
| O.G (BT) | Abidjan. 01/18 | Mon grand frère, technicien de bâtiment en RCI et propriétaire de quincaillerie. | carrelage de maisons |
| S.G (BT) | Sévaré. | À travers mon ancien employeur, détenteur du marché, en tant que Maître-maçon. Il était venu me chercher à la maison. | Construction de caniveaux, entourage l'hôpital Sominé Dolo de Sévaré. |

Et pourtant, même avec ces bourses d'aide à la mobilité, pour certains élèves, celle-ci n'était pas toujours possible.

Le parcours d'insertion de Mamadou S est à ce sujet assez emblématique. Il connaît tout comme Seydou de nombreuses expériences d'alternance informelle durant sa formation et construit, sur la base de son réseau d'interconnaissance, un réseau professionnel. Cependant, le bilan après 17 mois de suivi semble très éloigné du parcours d'insertion de Seydou. Mamadou cumule 114 jours de travail en lien avec la formation reçue, pour un revenu global de 415 000 Fcfa soit une moyenne de 24 411 Fcfa. Nous sommes loin, ici, de la notion d'emploi durable et décent avec un revenu moyen deux fois inférieur au SMIC.

Cependant, en regardant le parcours d'insertion de Mamadou mois après mois, deux périodes très nettes se dégagent.

| Période | lieux | durée en jours | prix unitaire | revenus Total | moyenne/mois/période |
|---------------|--------|----------------|---------------|---------------|----------------------|
| 09/17 à 08/18 | Dourou | 4 | 4000 | 16000 | 1454Fcfa |
| 09/18 à 01/19 | Bamako | 20 | 2000 | 80000 | 98750 Fcfa |
| | | 90 | 3500 | 315000 | |

Si durant la première période les activités de maçonnerie sont quasi nulles et très en deça du SMIC, il en va tout autrement à partir du mois de septembre 2018 avec un revenu moyen mensuel sur cette période équivalent à la moyenne totale de Seydou.

La différence entre ces deux périodes d'activités se situe au niveau de la possibilité d'être mobile. Comme d'autres apprenants, Mamadou avait prévu de « partir en exode » pour trouver du travail. Cependant, à peine sorti de formation un évènement familial va définitivement empêcher son départ :

« Je suis toujours dans mon village, à Dourou où je suis devenu chef de famille (composée de 15 membres), depuis le décès de mon grand frère [en décembre 2017] qui était l'aîné de la famille. Les 2 parents sont très vieux et comme les autres membres ne sont pas encore aptes pour les aider, j'ai été obligé de rester avec eux tous. La famille est composée comme suit : la femme de mon grand frère défunt, ma propre femme, leurs enfants (7) mes petits frères (5) (trop petits pour travailler) et nos (2) vieux parents. C'est 1 seul de mes petits frères (le plus grand) qui est en capacité de m'aider dans travaux de maraîchage et des champs pour nourrir et entretenir 15 personnes. En réalité, je ne sais vraiment pas quand est ce que je pourrai aller en ville, loin de ma famille fragile/vulnérable, pour chercher de l'emploi. Chez nous, au village, les travaux en maçonnerie moderne sont très rares. Quant à la maçonnerie traditionnelle, au village, tout le monde est (son propre) maçon. On n'a pas trop besoin d'employer d'autre personne pour la construction. » (MS, BT 2)

C'est durant toute cette période que Mamadou ne va travailler que 4 jours au village pour 16 000 Fcfa. Cependant, tout va changer à la fin août 2018 avec le retour d'un frère aîné qui « était en exode » à Bamako depuis 8 ans :

« Son retour me réjouit car cela va me permettre d'aller en ville pour y trouver de l'emploi comme le font un certain nombre de mes promotionnaires. Ils gagnent assez d'argent pour soutenir leur famille. Je vais me rendre à Bamako où les chantiers sont fréquents et où on peut aussi gagner des probables relations de travail durables. » (MS, BT 2)

Mamadou va partir en septembre pour Bamako et y trouver rapidement des emplois de maçons qui vont lui permettre de travailler pour un gain mensuel moyen d'un peu moins de 100 000 Fcfa.

Après tout, la stratégie de mobilité de jeunes apprenants du projet peut apparaître comme banale et pratiquée par une grande majorité de la jeunesse de milieu rural partant « à l'aventure ». Cependant, leur formation en maçonnerie va limiter cette tension générée par cette mobilité entre milieu rural et milieu urbain, décrite par Timéra « Si les jeunes en milieu rural constituent, en contrepartie de leur prise en charge familiale une main d'œuvre au service du lignage, en ville leur statut d'inactifs est d'autant plus manifeste qu'ils sont improductifs. » (Timéra, 2001 : 46). Autrement dit, là où une personne sans qualification constitue une force de travail utilisée et reconnue en milieu rural, elle devient inutile et jugée improductive dans un milieu urbain saturé de force de travail non qualifiée. « L'aventure » des jeunes du PAMP est différente en ce sens qu'ils disposent d'une spécialité (un métier et des expériences de chantier) qui peuvent être sous valorisée en milieu rural (cf économie symbolique) mais mieux valorisée en milieu urbain où ils peuvent plus facilement se positionner comme « productifs » que leurs camarades sans spécialisation.

L'entrepreneuriat : pas en premier choix

Faute d'opportunités d'emploi, l'entrepreneuriat est souvent considéré comme la finalité permettant aux jeunes d'assurer leur insertion socio-professionnelle. À ce titre, des dotations en kit d'installation sont souvent prévues, du microcrédit et des fonds d'appui à l'installation ainsi que des fonds de garantie aussi. Les apprenant-e-s suivent des formations et sont accompagné-e-s dans leur parcours d'entrepreneur-es. Le Bureau international du travail (BIT) a mis en place 4 modules interdépendants repris dans de nombreux projets de développements aujourd'hui : (i) Trouver votre idée d'entreprise (TRIE), Créer votre Entreprise (CREE), Gérez mieux votre entreprise (GERME) et, pour finir Agrandissez votre entreprise (AVE). L'incitation à l'entrepreneuriat est très présente dans les politiques publiques nationales et fortement portée par les institutions internationales (publiques comme privées) qui le considèrent comme un vecteur important du développement économique du continent.

Dans le cadre du projet PAMP, avant d'envisager l'entrepreneuriat, la grande majorité des élèves ont d'abord tenté de passer des concours leur permettant d'accéder à des emplois salariés. Sur les 19 élèves de BT, 14 ont déposé des dossiers pour être contrôleur-e-s des chantiers communaux rattaché-e-s aux communes. Et, le ciblage des emplois potentiels par les apprenant-e-s correspond principalement à des emplois publics rarement en lien avec le métier appris (poste d'animateurs-trices et de formateurs-trices).

Ce peu d'attrait pour l'entrepreneuriat s'explique au regard du contexte socio-économique global. En effet, la faiblesse des barrières à l'entrée sur le marché économique, l'absence de filets sociaux (allocations chômage, aide à la création d'entreprise, couverture santé...) font que l'entrepreneuriat est une aventure extrêmement précaire que connaissent bien les jeunes du PAMP à travers les chantiers aléatoires auxquels ils parviennent à accéder. Elle est d'ailleurs vécue par une large majorité de la population qui se doit d'être entrepreneur pour réussir à vivre voire à survivre. «L'esprit entrepreneurial» ne manque pas en Afrique, mais les réussites d'entrepreneuriat permettant de sortir de cette précarité sont souvent liées à un capital économique et relationnel de départ important. Quand il est possible de choisir, les jeunes appuyé-e-s sont allé-e-s en priorité vers des emplois sécurisés. Et, cette possibilité du choix a été développée dans le cadre du PAMP par un cursus diplômant qui facilite l'accès aux concours et aux postes à responsabilités, ainsi que par le renforcement de pratique professionnelle sur plateau technique, chantier école et alternance informelle qui facilite l'accès à des chantiers rémunérateurs. Les emplois de contrôleurs des travaux où les différents concours passés pour rentrer à l'Ecole Nationale des Ingénieurs (ENI) ou à l'Institut Polytechnique Rural de Katibougou ont été accessibles grâce au volet diplômant (diplôme de CAP et de BT) de la formation reçue.

À noter que sur les 11 élèves formé-e-s à l'entrepreneuriat (TRIE/CREE) en 2016 dans le cadre d'un dispositif national, 5 ont élaboré un plan d'affaire et déposé une demande de financement. Ces jeunes poursuivent leurs «démarches entrepreneuriales» de recherche de chantiers sans plus attendre une réponse qui fin 2018 n'avait toujours pas été donnée.

Choisir une spécialité pour mieux se diversifier

Dans le cadre du suivi des parcours d'insertion des apprenant-e-s, nous aurions pu faire le choix de ne répertorier que les expériences en lien avec la formation reçue.

Toutefois, comme nous l'avons déjà souligné dans le cadre de la note sur l'alternance informelle «*il est fort probable que l'alternance informelle facilite une insertion post-formation notamment à travers le développement du réseau professionnel qu'elle autorise mais aussi, à travers, l'ajout de compétences dans un domaine particulier qu'elle permet*» (Touquet, 2018 : 13).

Et effectivement, au regard du parcours des différent-e-s élèves, les stratégies développées ne vont pas systématiquement et exclusivement sur la filière de la construction. Les nouvelles compétences techniques acquises permettent d'ajouter une corde à l'arc des compétences mobilisables pour trouver de l'emploi. Ainsi, B.T travaillait comme pépiniériste avant de rentrer en formation CAP/BT maçonnerie. De juillet 2017 à janvier 2019, BT va cumuler 154 jours de travail. Il occupera des postes d'aide-maçon, de maçon, de carreleur mais aussi de pépiniériste. Il est devenu en quelque sorte un maçon/fleuriste. De la même façon, BK entre un travail de terrassement pour une maison de particulier et la construction d'une maison, sera enquêteur pour une ONG dans le cadre d'une étude sur la nutrition infantile.

Les apprenants n'ont pas valorisé uniquement que ces nouvelles techniques. Ils ont également, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, su valoriser leur diplôme pour passer certains concours soit dans le cadre d'une recherche d'emploi ou d'une formation. Le parcours de S.N est, à ce sujet emblématique, car il va être l'un des seuls, au moment de la rédaction de cette note, à avoir obtenu son concours. S.N d'août à décembre 2017 va travailler 112 jours en tant manœuvre et aide-maçon à Bamako. Il passe en septembre 2017 le concours de

l'IPR et l'obtient. Cependant, il ne va pas pour autant délaissier ses compétences en maçonnerie. Au contraire, il les mobilise dès que le temps le lui permet :

« Finalement, j'ai été admis au concours d'entrée à l'Institut Polytechnique Rurale (IPR) de Kati. Comme nous sommes en vacance de 2 mois, depuis le 1er Avril 2018, par le canal de mon cousin germain je travaille avec un entrepreneur. » (S.N)

« Les cours sont chargés et je n'ai pas beaucoup de temps libre pour « aller travailler en ville ». Avec les congés de Noël, j'ai pu profiter un peu et j'ai eu à travailler comme manœuvre dans 2 chantiers différents » (S.N)

Le diplôme lui a permis de rentrer à l'IPR, les compétences techniques et pratiques en maçonnerie lui permettent d'aller en ville chercher des emplois lui procurant des revenus et limitant ainsi la charge pour ses parents et cette tension pour lui d'être un inactif/improductif (cf, Timera) :

« Le travail trouvé permet de satisfaire mes petites dépenses et de décharger un peu mes parents du côté financier. Avant les parents avaient l'habitude de m'envoyer 15 000 Fcfa/mois pour mes petits besoins. » (S.N)

Cette pluriactivité, tout comme l'orientation des jeunes vers des emplois sécurisés, est une stratégie logique et rationnelle dans un environnement socio-économique précaire et instable. À l'instar des commerçants maliens dont Claude Ardit rappelle que leur « pluriactivité économique constitue un élément essentiel de leur comportement économique car elle seule permet une adaptation à un environnement écologique, économique et politique aléatoire » (2011 : 138). À l'instar également des producteurs-trices largement décrit-e-s par la littérature de l'économie rurale : elle démontre la rationalité de ces acteurs-trices économiques fragiles qui optent pour une stratégie de minimisation des risques plutôt que pour une maximisation des gains qu'une spécialisation pourrait pourtant leur permettre.

Ne pas oublier l'économie symbolique

Les grilles de suivis des parcours d'insertion devaient répertorier l'ensemble des expériences professionnelles rémunérées mais également les expériences professionnelles non rémunérées. Sur la totalité du nombre de jours travaillés par les élèves suivis, un peu plus de 5% des jours travaillés étaient non rémunérés.

Ainsi, B.K va consolider pendant 6 jours la maison appartenant à la grande famille. Il va également monter les portes pour une cousine pendant 1 journée. S.G va travailler durant 14 jours pour construire la maison de son frère au village. DK va construire la maison de sa mère pendant 25 jours, couler une chape de ciment pour sa cousine pendant 1 journée, consacrer une autre journée, à la demande de l'Imam, à consolider la mosquée du village et enfin va réaliser durant 2 jours des WC en pierres pour un voisin...

La prise en considération des emplois effectués gratuitement peut sembler saugrenue pour une économie orthodoxe. De la même façon, les logiques des acteurs offrant leur service plutôt que de les monnayer et de leur permettre ainsi de sortir de la pauvreté peuvent sembler peu rationnelle.

Et, pourtant, elle est une mesure d'impact qu'il ne faut pas négliger dans le cadre d'une économie symbolique définie comme étant « des économies dans lesquelles les échanges économiques sont déniés en tant que tels et sont générateurs de capital symbolique, de prestige, d'honneur, de reconnaissance [...] » (Bourdieu, 2017 : 118).

Ainsi, la formation reçue par les bénéficiaires du projet leur permet, à travers les services rendus, d'accroître leur capital symbolique. Et, dans le cadre de paysages sociaux ruraux reposant sur un système d'échange généralisé, ces services-rendus sont autant de dettes qui devront être rendu un jour à l'autre. Au sein de ces espaces sociaux, chacun se doit de respecter cette triple obligation de donner, de recevoir et de rendre.

C'est d'ailleurs ce que déclarera en d'autres termes D.K lorsqu'il répondra à la question de savoir pourquoi il n'a pas directement fait payer son voisin pour la construction des W.C :

« Nous allons toujours tomber d'accord ensemble à cause de nombreuses entraides qui existe entre habitants du même village. »

Cette apparente gratuité illogique dans le cadre d'une économie de marché l'est beaucoup moins dans le cadre de l'économie symbolique. Elle permet d'accroître la reconnaissance et le pouvoir en créant des redevables et pourra même être transformée en capital économique (par exemple, intervention du redevable pour faciliter l'obtention d'un chantier). Elle facilite l'obtention d'un statut social en permettant l'insertion dans l'échange généralisé et le bénéfice de services rendus par le principe de réciprocité. Elle permet ainsi d'éviter le marqueur ultime de la pauvreté au Mali caractérisé par cette incapacité à se maintenir dans le cycle d'échange. Comme le rappelle André Marie, *« on peut aussi mieux prendre la mesure des situations de crise morale grave qui peuvent affecter les pauvres, dès lors que leur « manque de moyens ne leur permet plus de remplir une obligation aussi essentielle pour le fonctionnement normal des rapports sociaux, partant pour l'entretien de relations interpersonnelles satisfaisantes pour les personnes. »* (Marie, 2011 : 198).

Cette insertion dans le cycle des échanges se fait également à travers des dons d'argent ou de matériel souvent limités à la parenté proche, rendus possible par les activités de maçonnerie rémunérées, cette fois-ci. Ainsi, S.G va envoyer 25000 Fcfa à ses parents *« car ils en ont besoin plus que tous »*. Au-delà de l'aide ponctuelle, ces aides se font souvent lors des cérémonies sociales d'importance telles que les mariages ou les baptêmes. À ce titre, B.T enverra 25000 Fcfa à son père pour la fête religieuse de la Tabaski ou encore M.S participera au baptême de son neveu à hauteur de 75000 Fcfa. Des achats de céréales, de crédit téléphonique ou de savon sont également fréquents. Sur la cohorte d'élèves suivi-e-s, cette redistribution représente environ 30% de la totalité des gains obtenus.

Une insertion socio-professionnelle réussie, notamment en Europe, est souvent associé à la capacité d'être autonome notamment financièrement. Au Mali, une insertion socio-économique est également liée aux revenus et donc au capital économique. Cependant, celui-ci est réinvesti en partie dans du capital symbolique. Comme le rappelle ce proverbe bamanan, *« les largesses sont le prix de l'homme libre (horon songo wari-nyuman ye) »* (Bouju, 2000 : 150). Et la liberté ici renvoie moins au fait d'être autonome qu'à cette capacité, obtenue grâce à la formation, à faire des *« gestes »* et à prendre pleinement sa place dans le cycle d'échange généralisé.

Conclusion

Il existe un certain paradoxe dans la posture qui préside à la construction des projets de développement à destination des pays ouest-africains. D'un côté, il est souvent clamé haut et fort qu'il est important, pour ne pas dire primordial de prendre en considération les réalités socio-économiques des territoires d'intervention. De l'autre côté, les choix stratégiques et les activités proposées correspondent parfois à ce qui peut se faire dans un environnement socio-économique totalement différent. Ce paradoxe se retrouve dans les projets de formation et d'insertion professionnelle. Le découpage temporel choisi (sélection, temps de formation et temps d'insertion), la conception des approches développées telles que la formation duale, l'appui à l'entrepreneuriat ou encore les indices de mesure d'impact (quand ils sont proposés) sont très souvent inspirés de modèles issus des économies de marché hautement formalisées, dans des pays disposant d'un taux d'urbanisation assez élevé, disposant d'outils d'analyse assez performant et de filets sociaux plus ou moins solides.

Les conditions socio-économiques dans un pays tel que le Mali sont totalement différentes. Elles se caractérisent, entre autres, par (i) le facteur de primauté urbaine, (ii) la limitation du secteur économique formel, (iii) la faiblesse des barrières à l'entrée sur le marché conduisant à une concurrence accrue, (iv) la force des réseaux et de l'interconnaissance pour accéder à l'emploi, (v) l'absence ou la faiblesse des filets sociaux...

La prise en compte de ces facteurs dans la mise en place et le suivi d'un projet de formation et d'insertion professionnelle permet de se rappeler qu'« *il n'y a pas une économie mais des économies, c'est-à-dire des univers dotés de logiques objectives et subjectives différentes et telles qu'on ne peut pas réduire ou décrire tel ou tel de ces univers dans le langage de l'autre.* » (Bourdieu, 2017 : 75). Mesurer le taux d'employabilité et le niveau de rémunération est une donnée incontournable et rejoint d'ailleurs la préoccupation première des bénéficiaires du projet : trouver un emploi durable et bien rémunéré. Mais cet objectif se confronte à ce secteur formel extrêmement limité. C'est d'ailleurs ce qui explique pourquoi quand les moyens leurs sont donnés, les bénéficiaires visent l'emploi salarié durable bien plus que l'entrepreneuriat fragile et précaire. Et l'objectif de gagner durablement sa vie n'est pas contradictoire avec des travaux effectués gratuitement quand on navigue également dans une économie du symbolique.

Prendre en considération l'ensemble de ces normes pratiques et des stratégies d'insertion développées dans ce contexte permet, au moment de l'élaboration d'un projet, de proposer des dispositifs adaptés qui multiplient les possibilités (comme la formation diplômante pour passer des concours et accéder à des emplois durables, une diversification des curricula par des modules qualifiants pour se distinguer sur le marché de l'emploi, l'outillage des élèves et le renforcement de la pratique sur plateau technique et chantier école pour faciliter la professionnalisation et l'accès au chantier) et au moment du suivi des parcours d'insertion des jeunes de dépasser les seules données économiques pour évaluer sur un spectre plus large l'impact du projet sur l'insertion socio-professionnelle des bénéficiaires.

Bibliographie

- ARDITI C. (2011), « Ignorer le passé expose souvent à le répéter » : anthropologie historique des politiques alimentaires au Mali » dans ARDITI C., JANIN P. et MARIE A (ed.), La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants, Paris, Karthala.
- BARLET S., AIGLEPIERRE R. (2016), Les dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes sur le marché du travail en Afrique, AFD, Paris.
- BOUJU J. (2000), « Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali) », Autrepart n°14, 143-163.
- BOURDIEU P. (2017), Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993, Paris, Seuil.
- CASTANO J., LIONNET L. (2018), Chantiers Ecoles. Typologie et modalités de mise en œuvre pour l'insertion professionnelle des jeunes en Afrique de l'Ouest, Acting For Life, https://acting-for-life.org/app/uploads/WEB-Policy-Brief-AFL-Chantier-ecole_vf.pdf.
- IECD, Acting for Life, Essor, GRET, les Apprentis d'Auteuil (2016), Améliorer la mesure et le suivi de l'insertion des jeunes suite à des actions de formation dans les pays en développement », <https://www.iecd.org/ameliorer-mesure-suivi-de-linsertion-jeunes-suite-a-actions-de-formation-pays-voie-de-developpement/>
- LAMBERT A., LE BISSONNAIS A., PATAT C., ERCEAU J., (2015), Capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par les ONG, Paris, IRAM.
- MARIE A. (2011), « Il n'y a rien. Nous avons honte. Nous ne mangeons rien. Anthropologie de la pauvreté à Bamako » dans ARDITI C., JANIN P. et MARIE A (ed.), La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants, Paris, Karthala.
- SEVERINO J-M., HADJENBERG J. (2019), Entreprenante Afrique, Paris, Odile Jacob
- TIMERA M. (2001), « Les migrations des jeunes sahéliens : affirmation de soi et émancipation », Autrepart n°18, 37-49.
- TOUQUET C. (2017), A quel moment mesurer les parcours professionnels dans les projets de formation professionnelle au sud ? La spécificité de « l'alternance informelle ». Etude de cas d'un projet de formation professionnelle au Mali (Région de Mopti, Bandiagara), Acting For Life, http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/l_alternance_informelle_.pdf
- WEYER F., Education et insertion professionnelle au Mali. Jeu de trajectoires, enjeu familial et inégalités, Genève, Karthala.

ACTING FOR LIFE

40 avenue de l'Europe
BP 07
F93352 Le Bourget Cedex
France

Acting for Life est une association reconnue d'utilité publique
(statut accordé par le décret du 11 mars 2002)

Tél : (+33) (0)1 49 34 83 13 - **Fax :** (+33) (0)1 49 34 83 10
E-mail : contact@acting-for-life.org - **site web :** <http://www.acting-for-life.com/fr/>